

<https://ricochets.cc/Pandemie-inflation-climat-la-pseudo-democratie-francaise-en-etat-de-guerre-permanent.html>



Pandémie, inflation, climat..., la pseudo-démocratie française en état de guerre permanent

- Les Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 1er septembre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après les conseils de défense de Macron durant le Covid-19 et ceux formés suite à des attentats terroristes, voici les conseils de défense concernant les problèmes d'énergie.

Ensuite, ce sera des conseils de défense pour les catastrophes climatiques, l'inflation, [la récession économique](#) ?

Il serait plus clair de supprimer les ministres et le parlement vu que ce sont quelques personnes qui gouvernent en secret sur les points cruciaux, en plus la suppression des émoluments du gouvernement et députés ferait des économies budgétaires appréciables.

Les formes « démocratiques » destinées à donner le change sont vite oubliées

Les crises deviennent structurelles et s'aggravent, elles toucheront tous les domaines en même temps. **Les formes « démocratiques » de la non-démocratie en vigueur destinées à donner le change sont alors vite effacées, dès que la situation est tendue un comité restreint politico-militaire secret prend le relais** pour essayer de faire surnager l'Etat-capitalisme dans les tourmentes.

Les sources de ces crises ne sont pas à chercher du côté des spéculateurs, de quelques politiciens ou grands capitalistes plus véreux/avides que la moyenne, elles se situent dans les rouages fondamentaux de la civilisation industrielle, de l'Etat-capitalisme : travail abstrait et valeur, argent, marchandise.... (voir [critique de la valeur-dissociation](#))

Ainsi, s'en prendre à des ultra-riches ou à des détenteurs de comptes dans des paradis fiscaux, taxer les « super-profits », répartir les richesses, étatiser des entreprises, exproprier des capitalistes au profit d'une gestion par des travailleurs...

peut sans doute permettre de se défouler et de diminuer temporairement la misère, mais ça ne changera rien à la nature du système, qui continuera à produire des effets sociaux néfastes et à ravager la biosphère.

Au mieux ces pseudo « remèdes » portés notamment par la quasi-totalité des gauches ne feront que retarder le crash du système, qui sera alors d'autant plus rude ; et entre temps l'Etat-capitalisme aura aggravé le réchauffement climatique et les destructions écologiques.



Pandémie, inflation, climat..., la pseudo-démocratie française en état de guerre permanent Le voile de pseudo-démocratie s'efface vite en temps de crise

-ÉTAT DE GUERRE PERMANENT : UN CONSEIL DE DÉFENSE POUR L'ÉNERGIE

- « Nous sommes en guerre » : un conseil restreint composé de militaires gère le pays pendant les « crises »

; Macron va présider vendredi à l'Élysée un « Conseil de défense » consacré à l'énergie, une réunion secrète avec un nombre restreint de personnes, chargées de « prendre des décisions rapides et immédiatement exécutable » selon Le Figaro. **C'est à dire sans débat public. Sans vote. Sans discussions parlementaires. Sans contrôle. De quoi s'agit-il ?**

; En période de « crises » et d'Etat d'urgence, ce ne sont plus les élus qui détiennent le pouvoir, mais un comité restreint politico-militaire, le « conseil de défense et de sécurité nationale ». En France, il rassemble le président, quelques ministres et les hautes autorités militaires. Dans les années 1980, un « Conseil de sécurité intérieure » est créé par la droite en réaction à une vague d'attentats. A partir de 2007, Sarkozy veut un « Conseil de sécurité nationale » sur le modèle américain. Chose faite en 2009 par décret. **Ce « Conseil de défense » définit les grandes orientations militaires, les opérations de guerre et doit gérer les « crises majeures ». C'est ce conseil qui a pris la décision de confiner par exemple, ou celui d'imposer le Pass Sanitaire.**

; Ce conseil, qui est sensé rester exceptionnel, est utilisé massivement ces dernières années. En 2015, François Hollande utilise ce format après les attentats : 10 réunions cette année-là, puis 32 en 2016, et 42 en 2017. Avec Macron, la décision est prise de réunir le conseil « une fois par semaine », le président veut « en faire un moment clef d'examen de l'évolution des dossiers et de la prise de décision ». **En 2020, c'est un record : avec une cinquantaine de réunions, dont trois pour la seule semaine du 26 octobre. C'est le lieu majeur de préparation des décisions du président de la République sur les enjeux essentiels de la sécurité du pays, selon le ministre des Affaires étrangères. Il a aujourd'hui quasiment remplacé le Conseil des ministres, c'est donc ce « conseil de sécurité » qui gouverne de facto la France, puisque la « crise est désormais permanente : anti-terrorisme, pandémie, inflation. Et il n'a pas de compte à rendre, puisque toutes les réunions ont lieu sous « secret défense ».**

; Mais alors, qui compose ce cercle restreint proche du pouvoir ? Durant la pandémie, en plus du Président de la République, on trouvait le général et chef d'État-Major des armées, le secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale, le directeur général de la sécurité extérieure, le directeur de la Sécurité intérieure. Bref, des militaires et des chefs des services de sécurité donc, et pas spécialistes des questions de crise sanitaire. Ils étaient entourés du Premier ministre, de la ministre de la Défense, du ministre de l'Intérieur, et celui ministre de la Santé. **Des uniformes entourés de quelques élus pour décorer. Symbole de la militarisation de la vie politique tout entière, jusque dans les mots : « nous sommes en guerre », et autres appels à « l'unité nationale », à « payer le prix de la liberté ».** Cette fois ci, il doit y avoir la ministre de la transition énergétique pour compléter.

; C'est donc un cercle militarisé qui commande la France pour « gérer » les crises sans débat. **Pourquoi s'embarrasser encore d'une apparence de démocratie ? Ce conseil comprend une moitié de militaires et d'agents de sécurité. Depuis 2015, entre l'état d'urgence prolongé contre le terrorisme ou le Coronavirus et désormais la guerre aux portes de l'Europe, la France connaît un état d'exception quasiment permanent, ponctué d'utilisation du 49.3 et d'ordonnances pour imposer les mesures les plus contestées. Le tout à coups de grenades sur les récalcitrants si nécessaire.**

Le Régime politique actuel est hybride : il n'est plus démocratique au sens courant du terme, mais pas encore dictatorial : il évolue. Dormez bien.



Pandémie, inflation, climat..., la pseudo-démocratie française en état de guerre permanent L'inflation, une des manifestations du chaos permanent et instable du capitalisme

SPÉCULATION : LE PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ FLAMBE POUR CET HIVER

Avec la récente annonce d'EDF de prolonger l'arrêt de 5 réacteurs nucléaires, les prix de l'électricité en France pour 2023 explosent sur les marchés financiers. Ils se négocient à 900Euros le mégawatt-heure (MWH), avec des prix d'hiver supérieurs à 1500Euros le mégawatt-heure, soit 30 fois le prix moyen des 5 dernières années. Ces chiffres viennent de l'EEX - European Energy Exchange - la Bourse européenne de l'énergie.

La facture pour les ménages français n'augmentera sans doute pas de 3000%, mais elle risque tout de même de flamber drastiquement, pendant que les spéculateurs jouent avec nos vies. En Belgique, la facture d'énergie pour une famille moyenne pourrait être comprise entre 7 et 10.000 euros par an d'ici cet hiver. En Angleterre, les prix de l'énergie explosent également sans aucun contrôle.

Le capitaliste J. Kyle Bass, investisseur américain, tweete : « Je suis surpris que cela ne fasse pas la une des journaux dans tout l'Occident ». L'hiver arrive.

(Posts par Contre Attaque)

Post-scriptum :

Aider le capitalisme au lieu d'en sortir !?

Capital et travail ont besoin l'un de l'autre. Banques, finance, profits, richesse concentrée et accumulée, chômage, licenciements, inflation, bulle financière, récession, relance..., tout ça fait partie du capitalisme.

S'en prendre aux riches et aux financiers, aux spéculateurs et évadés fiscaux, sans remettre en cause les catégories capitalistes de travail, argent, valeur, marchandise, Etat..., c'est rester dans le capitalisme, c'est l'aider à résister plus longtemps à ce qui le mine irrémédiablement.

Faire durer un système productiviste et antidémocratique ravageur ?

Vouloir continuer le culte du travail, de l'emploi et de la prétendue Â« économie réelle Â» saine contre la Â« malsaine Â» économie spéculative et financière, c'est se fourrer le doigt dans l'oeil et se préparer des crises pires encore sans rien changer au système qui détruit la biosphère et dérègle le climat.

En appeler à l'Etat pour contrer les marchés Â« fous Â» et mieux répartir les richesses c'est jouer la peste contre le choléra, et c'est là aussi faire durer un système ravageur en le rendant moins injuste.

Socialiser les moyens de production (les mettre entre les mains des travailleurs et/ou de l'Etat) sans remettre en cause les catégories de travail, argent, valeur, marchandise, Etat, c'est faire durer un système productiviste et antidémocratique ravageur.

- LIRE : [Marx ou Keynes ? - L'aménagement du capitalisme n'est plus d'époque](#) - La gauche keynésienne s'égare en se figurant que la crise de l'investissement et de l'activité résulte de la simple cupidité des détenteurs de capitaux. Il ne suffit pas de déplacer les masses d'argent des paradis fiscaux et des portefeuilles de titres vers l'Etat et les salaires pour endiguer cette crise. C'est le système capitalisme qu'il faut mettre en cause.

Même les moyens les plus violents habituellement Â« employés Â», les guerres et les néo-fascismes, ne permettront pas une vraie relance durable du système social capitaliste. Privé d'énergies faciles et bon marché, piégé par la quête de productivité aiguillonnée par la concurrence et la technologie qui diminuent le travail humain et donc la valeur, il ne pourra pas vraiment se relever de sa faillite dévastatrice.